



Monsieur Claude Wiseler
Président de la Chambre des Députés
Luxembourg

Luxembourg, le 16 avril 2026

Monsieur le Président,

Conformément à l'article 80 du règlement de la Chambre des Députés, je vous prie de bien vouloir transmettre la question parlementaire suivante à Monsieur le Premier ministre.

Lors de son discours à l'occasion de la commémoration internationale du souvenir de la Shoah à Esch-sur-Alzette, le 27 janvier dernier, le président de la Communauté juive libérale du Luxembourg a indiqué que cette communauté risquait de devoir cesser ses activités en raison d'un manque de soutien étatique, alors même que l'État alloue des fonds aux communautés juives du pays.

Il ressort de la convention conclue en 2015 entre l'État et les cultes conventionnés qu'une enveloppe annuelle de 315.000 euros (indexée) est allouée au Consistoire israélite de Luxembourg, reconnu par l'État comme interlocuteur pour l'ensemble du culte juif. Par ailleurs, il apparaît que deux rabbins bénéficient actuellement d'un financement public au titre du régime transitoire, à savoir le Grand Rabbin du Consistoire israélite de Luxembourg-Ville et le rabbin de la communauté d'Esch-sur-Alzette, tous deux intégrés au système avant la signature de la convention.

Dans ce contexte, et au regard de l'importance du pluralisme et de la diversité religieuse au Luxembourg, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre :

- La convention conclue en 2015 encadre-t-elle la répartition des financements entre les différentes communautés juives du Grand-Duché ? Si oui, selon quels critères ? Si non, le gouvernement envisage-t-il des mesures visant à garantir une telle répartition ?
- La convention conclue en 2015 englobe-t-elle le financement de la communauté juive libérale établie à Esch-sur-Alzette ?
- Quel montant la communauté juive a-t-elle perçu en 2025, ventilé par bénéficiaire et par type de dépense, y compris les salaires des rabbins ?

Veillez croire, Monsieur le Président, en l'assurance de mon profond respect.

Liz Braz
Député